

arrêté mis en ligne le 21 mars 2024

Pôle aménagement, ingénierie, services techniques/CS

ARRETE
DU MAIRE DE LIBOURNE
Du 21 mars 2024

ST/A-2024-222

Le Maire de Libourne,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi du 2 mars 1982,

Vu l'arrêté municipal du 20 juillet 1972 portant réglementation générale de la circulation et du stationnement en ville,

Vu la délégation de fonctions et de signature attribuée à M. Bilal HALHOUL, conseiller municipal délégué à la voirie, à la propreté, au Centre Technique Municipal et au plan communal de sauvegarde, par l'arrêté en date du 1^{er} septembre 2022.

Vu la demande présentée par l'entreprise FAYAT sise 197 avenue Clément Fayat – BP 160 – 33502 LIBOURNE Cedex dans le cadre de modification et création de plateau avenue Georges Clémenceau.

Considérant qu'il est nécessaire d'édicter des mesures spéciales pour la circulation et le stationnement,

Sur proposition du Directeur Général des Services,

ARRETE :

ARTICLE 1^o - A compter du 25 mars 2024 et jusqu'au 29 mars 2024, le stationnement sera interdit, au droit du chantier :

- Du 74 avenue Georges Clémenceau au 90 avenue Georges Clémenceau (côté pair et impair)
- Du 120 avenue Georges Clémenceau au 130 avenue Georges Clémenceau (côté pair et impair)

Les véhicules en infraction seront verbalisés et mis en fourrière après intervention de la Gendarmerie ou de la Police Municipale.

ARTICLE 2^o - A compter du 25 mars 2024 et jusqu'au 29 mars 2024, la circulation se fera en demi-chaussée et alternée par feux avenue Georges Clémenceau, au droit du chantier.

ARTICLE 3^o - La signalisation nécessaire sera mise en place par l'entreprise.

ARTICLE 4^o - La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h, au droit du chantier.

ARTICLE 5^o - Le Directeur Général des services de la Ville, le chef de la police municipale et le Commandant de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6^o - cet arrêté est susceptible de faire l'objet :

- ✓ D'un recours administratif pris en la forme d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte
- ✓ D'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif territorialement compétent dans un délai de 2 mois à compter de la notification de l'acte attaqué

Fait et arrêté en l'hôtel de la Ville de Libourne, le vingt et un mars deux mille vingt quatre

Pour le Maire par délégation
Le Conseiller délégué à la voirie,
à la propreté,
au Centre Technique Municipal
et au plan communal de sauvegarde

Bilal HALHOUL

Signé électroniquement par : Bilal Halhoul
Date de signature : 21/03/2024
Qualité : Parapheur B Halhoul Libourne